



le dossier de l'express

ENSEIGNEMENT

Avis de tempête

Lors de son discours de rentrée, Jean-Michel Blanquer s'était évertué à chasser les gros nuages qui plombaient le ciel éducatif depuis plusieurs mois. « Le bonheur professionnel des personnels est une clef », avait assuré le ministre de l'Éducation nationale. Depuis son arrivée, l'hôte de la rue de Grenelle a enchaîné les réformes à marche forcée : ajustement des programmes, dédoublement des classes de CP et de CE1 en réseaux d'éducation prioritaire, tests de niveau en élémentaire, refonte du bac et du lycée... De quoi bouleverser en profondeur les conditions de travail des

enseignants. « Bon nombre d'entre eux s'estiment victimes d'une institution qui refuse de prendre en compte les problématiques de terrain », explique Françoise Lantheaume, professeure en sciences de l'éducation à l'université Lumière-Lyon II. Le malaise, s'il n'est pas nouveau, semble faire tache d'huile. « Alors qu'il touchait essentiellement le secondaire au début des années 2000, il s'est aujourd'hui fortement propagé dans les rangs du primaire », poursuit la spécialiste. Fin septembre, le suicide de Christine Renon, directrice d'école en Seine-Saint-Denis, a mis en

lumière le mal-être de certains professionnels. Ces deux premiers mois d'école ont également été

marqués par plusieurs cas de violence scolaire, autre thème hautement inflammable. Enfin, l'organisation des premières épreuves de contrôle continu du nouveau bac, prévues pour janvier, suscite une grande inquiétude en salle des profs... De quoi faire resurgir de nouveaux mouvements ? Selon Laurent Frajerman, chercheur au centre d'histoire sociale de Paris I et à l'institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire (FSU), les grèves avaient déjà augmenté de 75 % en 2018. Des mouvements perlés sur tout le territoire, aux revendications très diverses, échappant parfois aux organisations syndicales traditionnelles. La réforme des retraites qui se profile apparaît comme une nouvelle source de tensions. Pour compenser les baisses de pension, le gouvernement a promis un effort financier, tout en précisant que celui-ci pourrait être conditionné au mérite. Les enseignants seraient, par exemple, amenés à suivre des formations obligatoires pendant leurs congés. « Une piste très risquée, car elle remet en question le pacte initial. En plus du plaisir d'enseigner et de la volonté de transmettre, beaucoup ont choisi ce métier pour la sécurité de l'emploi, les temps de vacances, la souplesse d'organisation », prévient Laurent Frajerman. Et le spécialiste de conclure : « En termes de météo sociale, toutes

les conditions sont réunies pour que l'orage éclate. Après, on ne sait jamais où ni quand la foudre peut tomber. » **Amandine Hirou**

